

*Questions orales***LE TOURISME**

L'INCIDENCE DU PRIX DE L'ESSENCE

M. John Parry (Kenora-Rainy River): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre d'État chargé du Tourisme. Un sondage de l'Association canadienne des automobilistes révèle que la plupart des Canadiens qui vont en vacance en voiture abrègent ou annulent leurs voyages à cause du prix élevé de l'essence. Quatre-vingt-six pour cent d'entre eux déclarent que le prix de l'essence a une incidence sur leurs projets de voyage. Maintenant que l'essence coûte 40 p. 100 plus cher au Canada qu'aux États-Unis, en comparant les prix exigés à Fort Frances, en Ontario, et à International Falls, au Minnesota, localité distante d'un demi kilomètre, que fera le ministre pour venir en aide à l'industrie touristique et en fait aider les Canadiens à visiter leur propre pays?

L'hon. Jack Murta (ministre d'État (Tourisme)): Monsieur le Président, je suis bien au courant des instances de l'Association canadienne des automobilistes. En effet, j'en ai rencontré les représentants il y a environ une semaine. Je ne pense pas que les Canadiens soient aussi pessimistes que le député. On vient de publier les résultats d'un sondage d'opinion révélant qu'un Canadien sur cinq de partout au Canada ira visiter l'Expo de Vancouver. Comme la plupart des répondants ont dit qu'ils s'y rendront en voiture, je pense que les Canadiens ont beaucoup plus confiance que le député dans le gouvernement et dans notre économie.

LA PARTICIPATION DES CANADIENS DE L'EST À L'EXPO 86

M. John Parry (Kenora-Rainy River): Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse au même ministre. A propos du sondage auquel le ministre faisait allusion en me taxant de pessimisme, ses résultats révèlent que 10 p. 100 des Canadiens de l'Est iront visiter l'Expo. Que fera le ministre pour accroître cette proportion?

L'hon. Jack Murta (ministre d'État (Tourisme)): Monsieur le Président, ce que le gouvernement pourrait faire de plus positif pour accroître la proportion des Canadiens qui feront du tourisme automobile au Canada cette année, ce serait de maintenir les taux d'intérêt peu élevés, et c'est exactement ce que nous comptons faire.

* * *

L'ÉCONOMIE

LA CONTRE-VALEUR DU DOLLAR

M. Alan Redway (York-Est): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances. Pourrait-il confirmer la déclaration faite cette semaine par son ancien conseiller, M. William Mackness, qui a assuré que notre dollar serait plus ferme si nos taux d'intérêt étaient plus bas, c'est-à-dire plus près de ceux pratiqués aux États-Unis.

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, le cours d'une devise et le niveau des taux d'intérêt sont interdépendants. Nous avons déjà dit que dès que le cours du dollar serait à nouveau plus stable, ce qui semble être le cas cette semaine, les taux d'intérêt diminueraient.

M. Deans: Que dites-vous? Cela semble être le cas cette semaine?

M. Wilson (Etobicoke-Centre): J'ai tout lieu de croire que j'ai visé juste lorsque j'ai prédit, dans mes documents budgétaires, que les taux d'intérêt s'établiraient à 9.5 p. 100, car mes prévisions ont été confirmées par des représentants du secteur privé, notamment M. Michel Bélanger, président de la Banque nationale.

* * *

LES INVALIDES ET LES HANDICAPÉS

L'INCIDENCE DES MESURES BUDGÉTAIRES

L'hon. Bob Kaplan (York-Centre): Monsieur le Président, ma question s'adresse également au ministre des Finances. Il disait, il y a un moment, qu'il était très fier d'aider les pauvres et que c'était là la raison d'être de son gouvernement. J'aimerais qu'il nous dise ce que son budget a à offrir aux handicapés. Il parle d'une petite augmentation de la déduction qui devrait profiter à 185,000 personnes. Comment se fait-il qu'à la page 42 du *Plan financier* on voit que pendant la première année complète cela ne coûtera rien au Trésor?

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, nous avons pris un certain nombre de mesures en faveur des handicapés. Tout d'abord, nous avons augmenté la déduction, dans le budget précédent et dans celui-ci. Ensuite, nous avons élargi la définition du handicap, ce qui constitue une amélioration importante. Troisièmement, nous avons dit que nous dépenserions 100 millions pour aider les assistés sociaux à trouver du travail. Beaucoup sont handicapés. Nous essayons de les aider à subvenir à leurs besoins. Voilà trois améliorations apportées par le budget qui sont très importantes pour les handicapés.

[Français]

LA SITUATION DES HANDICAPÉS—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

L'hon. Bob Kaplan (York-Centre): Monsieur le Président, les chiffres du ministre démontrent que les frais s'élèvent précisément à zéro.

J'aimerais lui demander, s'il veut vraiment aider les handicapés, pourquoi il n'a pas introduit enfin un crédit au lieu d'une déduction, afin de permettre à plus d'handicapés d'en profiter plus, et à ceux qui ont moins de revenu d'avoir les mêmes bénéfices.

[Traduction]

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, je vais vous dire d'abord pourquoi le changement ne prend pas effet en 1986-1987; il faut attendre l'an prochain, lorsque que l'on commencera à recevoir les déclarations d'impôts. C'est une réponse précise.

M. Kaplan: C'est l'année 1986-1987.

M. Wilson (Etobicoke-Centre): Si le député désire me poser une autre question sur ce sujet, je serai heureux d'y répondre.

M. le Président: La députée de Broadview-Greenwood.